

# La Wallonie redoute la sanction de Moody's

## LE RÉSUMÉ

Les experts de Moody's sont attendus fin de l'année à Namur. Le gouvernement redoute un abaissement de la note financière de la Région.

Le ministre du Budget doit mettre le turbo pour améliorer l'état de la dette wallonne et éviter la sanction de l'agence américaine.

**Le ministre du Budget prépare un plan pour améliorer l'état de la dette et éviter un abaissement de la note financière de la Région.**

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**U**n léger vent de panique souffle à nouveau sur les finances wallonnes. Après le trou budgétaire qu'il a fallu colmater au mieux pour boucler le budget 2017 sans trop laisser filer le déficit, le ministre du Budget Christophe Lacroix (PS) s'attaque à un autre gros morceau: la dette wallonne.

Après le big bang de 2014 et la requalification du périmètre de la dette wallonne par l'Institut des comptes nationaux pour voir celle-ci flirter autour des 21 milliards dus à

l'intégration des dizaines d'entreprises et organismes publics imposée par l'Europe, la coalition PS-cdH, aux commandes en Wallonie, ne s'était plus trop penchée sur le dossier. Le problème refait aujourd'hui surface au point de voir le cabinet du ministre du Budget travailler sur un plan d'optimisation.

Pourquoi toute cette agitation aujourd'hui? La dernière visite de l'agence de notation Moody's à Namur est l'élément déclencheur. Dans son dernier rapport transmis au cabinet du ministre du Budget cet été, l'agence américaine a tout bonnement dégradé la perspective de la notation de la Région wallonne de A1 perspective stable à A1 perspective négative.

### «Un signal»

Moody's souligne que, malgré l'autonomie fiscale dont dispose la Région, cette dernière n'a pas planifié de lever des recettes supplémentaires pour atténuer les déficits budgétaires. «C'est un signal à prendre en compte», dit-on dans l'entourage de l'Élysée. Moody's n'en restera pas là! Ses experts ont programmé une nouvelle visite chez Christophe Lacroix en fin d'année. Et, sans un réel changement, la sanction pourrait être sévère. «Nous craignons que Moody's abaisse no-

tre note financière si rien ne s'améliore», fait savoir un proche du dossier. D'où ce vent de panique!

### Dette directe

Les derniers débats politiques autour de la requalification des outils wallons et l'explosion inévitable de la dette globale de la Wallonie ont occulté un point fondamental de la situation financière de la Région: la dette directe. Elle représente les différences entre les recettes du Service public de Wallonie (SPW) et les dépenses du budget wallon. Moins médiatisée, la dette directe est en constante progression depuis plusieurs années. À 6,6 milliards en 2012 selon les calculs du Conseil supérieur des finances, elle ne cesse d'augmenter pour flirter aujourd'hui autour des 9 milliards d'euros. «Pour 2016 par exemple, la Région devra lever un milliard pour finan-

cer son solde primaire (c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses, NDLR)», pointe un expert. Bref, la situation est délicate, même si, chez le ministre Lacroix, on relativise la charge de la dette directe. «En 2017, cela représentera 316 millions, soit 2,37% du budget.»

Si la Région a déjà pris quelques mesures pour diminuer son train de vie ces dernières années et limiter les déficits, cela ne suffit

pas. «La situation n'est pas à minimiser, il faut agir», admet le cabinet Lacroix. «Des propositions politiques doivent être faites pour alléger et simplifier la dette.»

Parmi les pistes étudiées, on évoque un rapatriement des réserves de trésorerie des unités d'administrations publiques. Les montants ne sont pas négligeables.

Des outils publics comme la SRIW, la So-wallin ou les invests sont assis sur un paquet d'argent qu'on évalue à près de 1,2 milliard. «Cette trésorerie n'est pas prise en compte dans le calcul de la dette de Moody's. Cette opération permettra d'améliorer la situation de trésorerie de la Région wallonne et impactera donc à la baisse la dette telle que calculée par Moody's», souligne le cabinet du Budget.

L'autre solution est d'acheter des billets de trésorerie au sein de certaines entités publiques wallonnes. «Cette opération a l'avantage d'optimiser l'utilisation du cash au sein de notre périmètre. Ceci permettra donc de diminuer le recours externe aux capitaux». La mise en place de l'agence de la dette wallonne – dont le travail consistera à minimiser les coûts de cette dette – est aussi attendue avec impatience.

Il restera ensuite à attendre le verdict de Moody's!

**«Nous craignons que Moody's abaisse notre note financière si rien ne s'améliore.»**